ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

JUIN 1968



ROBERT AMOUDRUZ

et son suppléant

ALBERT ALA

CANDIDATS DU

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS



ALBERT ALA

ÉLECTRICES, ÉLECTEURS!

Malgré un mode de scrutin injuste et l'exclusion des jeunes de 18 à 21 ans, les élections de 1967 n'avaient laissé à De Gaulle qu'une majorité précaire et incohérente. Pour pouvoir s'attaquer à la Sécurité Sociale, il lui a fallu mettre les députés en vacance en se faisant accorder les pleins pouvoirs. Le premier geste de M. Herzog, après son élection, a donc été d'abdiquer le mandat qu'il avait reçu du peuple. Bel exemple de « participation » !

Mais le peuple a réagi avec une puissance inégalée. Dans le calme et la discipline, dans l'unité la plus parfaite, 10 millions de travailleurs ont exigé et ont obtenu qu'un coup d'arrêt soit donné à l'aggravation de l'exploitation capitaliste et à l'étouffement des libertés. Des satisfactions importantes ont été consenties ; l'Assemblée Nationale a été dissoute. M. Herzog va devoir rendre des comptes à la population laborieuse de notre Vallée de l'Arve.

Mais le pouvoir gaulliste reste en place. Les élections sont le moyen de lui porter un nouveau coup décisif en assurant la défaite de ses candidats.

De Gaulle tente de sauver son régime en s'en prenant à notre Parti avec une hargne et une pauvreté d'arguments qui touchent au ridicule. C'est un hommage involontaire qu'il nous rend car il nous désigne à juste titre comme les défenseurs inlassables des revendications des travailleurs et comme les meilleurs artisans de l'unité des forces démocratiques.

Quand il parle de danger totalitaire, nous répondons :

QUI MENACE LA FRANCE DE TOTALITARISME ?

D'un côté, il y a les travailleurs manuels et intellectuels, les étudiants, les enseignants, les paysans qui sont entrés en lutte parce que le pouvoir gaulliste a pratiqué pendant dix ans une politique contraire à leurs intérêts. Le rôle de la C.G.T. dans cette action menée avec sang-froid, dans le calme et le soutien massif de notre Parti, a contribué de façon déterminante au succès de la grève. En dénonçant les provocations et les violences des groupes gauchistes en même temps que celles organisées par la police, les Communistes ont évité de grands malheurs à notre pays. Ils ont eu le souci de barrer la route à l'aventure, d'empêcher l'instauration d'une dictature militaire.

De l'autre côté, il y a De Gaulle et les grands monopoles. Il y a la répression policière, l'information truquée, le mépris de la jeunesse et le refus des revendications. De Gaulle a lancé une véritable déclaration de guerre au peuple. A son appel, les hommes de main de la réaction tentent de créer des commandos de guerre civile dirigés contre les travailleurs, leurs syndicats et les organisations démocratiques. Ils cherchent à couper le pays en deux en opposant le drapeau tricolore au drapeau rouge. Pour nous, Communistes, le drapeau de la classe ouvrière n'est ni le drapeau défraîchi de l'anarchisme ni le drapeau tricolore à croix de Lorraine. Il est à la fois le drapeau rouge du socialisme et le drapeau tricolore de la grande révolution française, drapeau de la Nation.

Issu d'un coup de force militaire, le régime gaulliste menace la République. Il rameute tout ce que la France compte d'anciens paitinistes, miliciens, O.A.S. Bidault et Tixier Vignancourt rentrent dans le rang. En Haute-Savoie, Herzog marche à leur tête.

LE CHOIX ÉLECTORAL N'EST PAS ENTRE GAULLISME ET COMMUNISME MAIS ENTRE DICTATURE ET DÉMOCRATIE.

QUE PROPOSENT LES COMMUNISTES ?

Le Parti Communiste Français ne veut pas que les capitalistes puissent reprendre d'une main ce qu'ils ont été obligés de donner de l'autre. Il veut les empêcher de créer la hausse des prix ce qui est le moyen pour eux de ne pas toucher à leurs bénéfices.

Pour cela, il propose d'assurer au gouvernement de demain les moyens d'une politique de progrès social, en enlevant aux monopoles capitalistes les leviers essentiels de l'activité économique du pays et en les plaçant sous le contrôle du peuple. C'est ce que nous entendons par nationalisation et démocratisation des entreprises nationalisées.

D'autre part, nous proposons de trouver de l'argent en faisant d'abord payer les riches et en suppri-

mant la force de frappe.

Nous n'oublions pas pour autant qu'il faut assurer l'expansion économique. Nous préconisons un plan démocratique de développement, mettant en valeur

toutes les ressources du pays.

Dans l'ordre social nous voulons l'augmentation des salaires, retraites et pensions, la garantie des ressources et la réduction du temps de travail, l'abrogation des ordonnances frappant la Sécurité Sociale, la reconnaissance du droit syndical dans l'entreprise, la juste rémunération du travail paysan, le soutien du

petit commerce et de l'artisanat, la refonte profonde de l'université moderne et démocratique dans le respect de la laïcité, un statut démocratique de l'O.R.T.F.

Loin de tourner le dos au socialisme, toutes ces mesures en faciliteront et en rapprocheront l'avènement pacifique.

Sur le plan extérieur, nous sommes pour une politique de Paix et d'Indépendance nationale, ce qui n'exclut pas, mais au contraire implique, la coopération fructueuse avec tous les pays quel que soit leur régime. Mais insistons particulièrement :

- Pour que soit mis fin à la guerre au Viet-Nam par l'arrêt de l'agression américaine;
- Pour que soit stoppée la menace d'une Allemagne militariste et revancharde;
- Pour que notre pays échappe à la domination économique, politique et militaire des Etats-Unis;
- Pour que l'aide aux pays du tiers monde ne masque plus un néocolonialisme de fait.

QUE DOIT ÊTRE LE GOUVERNEMENT DE LA FRANCE ?

Le Parti Communiste Français ne revendique pas pour lui seul le pouvoir. La démocratie française doit être l'œuvre de tous les démocrates unis sur un programme commun, solennellement sanctionné par le peuple. L'alliance des partis de gauche peut et doit permettre l'avènement et la construction du régime démocratique attendu par le peuple.

Nous réclamons comme une nécessité absolue notre participation au gouvernement démocratique de demain. Nous sommes prêts à y prendre nos responsabilités. Nous évincer, ce serait évincer la classe ouvrière. Or, rien de bon ni de durable, ne peut être fait en dehors de la classe ouvrière car elle est la classe la plus productive, la plus nombreuse et la plus jeune, la mieux organisée et la plus intéressée à des changements réels.

A travers la grève, elle a fait la démonstration de sa force et de sa maturité politique.

Paysans, commerçants et artisans, intellectuels, vous déjouerez les manœuvres de M. Herzog qui essaie de vous dresser contre la classe ouvrière. Comme elle, vous êtes les victimes du grand capital qu'il représente. Dans vos luttes, elle est votre puissante alliée. C'est à ses côtés, contre le régime gaulliste qui vous étouffe, que vous ouvrirez les portes de l'avenir. Tel est le sens de notre revendication d'un gouvernement populaire et d'union démocratique.

NOTRE TACTIQUE ÉLECTORALE

Nous avons refusé la candidature unique de la gauche. Il aurait été malhonnête d'afficher une unité organique de circonstance, alors que l'accord n'est pas encore tout à fait réalisé sur le programme et que certains éléments de la gauche non communiste n'ont pas encore renoncé à toute tentative d'alliance prioritaire avec une partie de la droite.

Les choses doivent être claires : nous ne voulons pas d'une troisième force. Elle a coûté la vie à la

IVe République. Elle ne serait qu'un replâtrage du gaullisme.

Plus nous obtiendrons de voix, plus il y aura de députés communistes et plus vite se fera l'union de la gauche pour des changements réels.

Au deuxième tour, nous assurerons, tous ensemble, la défaite du gaullisme et de la réaction en votant pour le candidat de gauche le mieux placé au premier tour.

TRAVAILLEURS, DÉMOCRATES!

Pour la satisfaction des revendications des travailleurs des villes et des champs, pour les libertés;

Pour battre M. Herzog, candidat des trusts et de la réaction ;

Pour assurer la défaite du gaullisme et l'avènement d'un gouvernement populaire et d'union démocratique;

Pour la Paix, la démocratie et le socialisme :

VOTEZ POUR

ROBERT AMOUDRUZ

INSTITUTEUR, A ANNEMASSE

ALBERT ALA
EMPLOYE DE SECURITE SOCIALE, A ASSY

Candidats du PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

VU : LES CANDIDATS.